REPUBLIQUE DU NIGER

COUR D'APPEL DE NIAMEY

TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

AUDIENCE PUBLIQUE DE REFERE DU TRENTE JANVIER 2023

ORDONNANCE
DE REFERE N°
015 du 30 /01/2023

CONTRADICTOIRE

AFFAIRE :

Ataga MAMAN ABOU

Adjako MAMAN ABOU

C

Ali
Mohamed
Manzo
Diallo

NOUVEL
LE
IMPRIME
RIE DU
NIGER

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique de référé du trente janvier deux mil vingt-trois, tenue par Monsieur **RABIOU ADAMO**, Président du Tribunal; **Président**, avec l'assistance de Maître **Ramata RIBA**, **Greffière** a rendu l'ordonnance dont la teneur suit :

ENTRE

Ataga MAMAN ABOU, de nationalité nigérienne, né le 06 novembre 2012 à Paris, élève en classe de CM1 au Lycée Français La Fontaine, demeurant à Niamey, Plateau ;

Adjako MAMAN ABOU, de nationalité nigérienne, né le 06 novembre 2012 à Paris, élève en classe de CM1 au Lycée Français La Fontaine, demeurant à Niamey, Plateau ;

Tous mineurs représentés par leur mère, la nommée Tamo AMOUL KINNI, de nationalité nigérienne, née le 22 mai 1987 à Niamey, Juriste y demeurant, leur tutrice légale ; assistés de la SCPA LBTI & Partners et la SCPA IMS, avocats associés, ayant élu domicile à la SCPA LBTI & PARTNERS, 86 avenue du Diamangou, Rue PL 34, BP 343 Niamey,

DEMANDEURS D'UNE PART

ET

Monsieur Ali Mohamed Manzo Diallo, de nationalité nigérienne, né le 07 juin 1969 à Zinder, demeurant à Niamey, quartier Bobiel, ès-qualité de gérant

La société NOUVELLE IMPRIMERIE DU NIGER, société à responsabilité limitée, au capital de 365.000.000 F CFA et dont le siège social est sis à Niamey, immatriculée au RCCM NE-NIM-01-2022-B12-00130 du 03 mars 2022, prise en la personne de son Gérant, Monsieur **Ali Mohamed Manzo Diallo**, domicilié en cette qualité audit siège,

DEFENDEURS D'AUTRE PART

En présence de :

Monsieur MAHAMADOU ABOU, né le 07 avril 1959 de nationalité nigérienne, Général de l'Armée, Président de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix, frère de feu Maman Abou et Mandataire de la succession MAMAN ABOU, demeurant à Niamey, assisté de la SCP Yankori & Associés domicile en l'étude de laquelle domicile est élu sise à 187, Avenue Général de Gaulle, Plateau, BP 12 791, Tél : 20 72 2012, Fax : 20 72 58 06 ; E-mail : yankori.soul@gmail.com;

INTERVENANT VOLONTAIRE

I. FAITS, PROCEDURE, PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Par assignation en date du 1^{er} novembre 2022 Ataga MAMAN ABOU et Adjako MAMAN_ABOU, tous mineurs représentés par leur mère, la nommée Tamo AMOUL KINNI donnaient assignation à monsieur Ali Mohamed Manzo Diallo et par le même acte à la société NOUVELLE IMPRIMERIE DU NIGER d'avoir à comparaitre devant le tribunal de ce siège aux fins de :

- Recevoir les requérants en leur action comme étant régulière en la forme ;
- Ordonner à la NOUVELLE IMPRIMERIE DU NIGER, prise en la personne de son Gérant, Monsieur Ali Mohamed Manzo Diallo, à communiquer aux requérants les documents sociaux suivants :
 - *les états financiers de synthèse de l'exercice en cours ;*
 - *le rapport de gestion ;*
 - *les rapports généraux et spéciaux du commissaire aux comptes ;*
 - *La copie de la comptabilité, des exercices 2020, 2021 et 2022 ;*
 - *Les relevés de comptes bancaires de la NIN ;*
 - *La Copie des états de salaire ;*
 - *Les copies des PV d'assemblées générales ;*
- ORDONNER l'exécution provisoire de la décision à intervenir sur minute et avant enregistrement, sous astreinte de 10.000.000 F CFA par jour de retard à compter du prononcé de la décision ;
- CONDAMNER les requis aux dépens ;

Les requérants exposent au soutien de leurs prétentions qu'ils sont associés majoritaires de la société NOUVELLE IMPRIMERIE DU NIGER ainsi qu'il résulte des statuts reçus le 13 janvier 2022 par Me Ramatou M. WANKOYE, notaire à la résidence de Niamey ;

Ils expliquent que la NIN est une société à responsabilité limitée - SARL régulièrement immatriculée au registre de commerce de Niamey sous le n° RCCM NE-NIM-01-2022-B12-00130 du 03 mars 2022 ;

Le nommé Ali Mohamed Manzo Diallo a été désigné en qualité de gérant pour une durée de deux (02) ans ;

Par lettre en date du 29 septembre 2022 les associés Ataga Maman ABOU et Adjako Maman ABOU ont demandé audit gérant de leur communiquer les documents sociaux suivants :

- *les états financiers de synthèse de l'exercice en cours ;*
- *le rapport de gestion ;*
- *les rapports généraux et spéciaux du commissaire aux comptes ;*
- *La copie de la comptabilité, des exercices 2020, 2021 et 2022 ;*
- *Les relevés de comptes bancaires de la NIN ;*
- *La Copie des états de salaire ;*
- *Les copies des PV d'assemblées générales ;*

Cette sommation, comme toutes demandes amiables, est demeurée sans effet ;

Ils expliquent, que les circonstances justifient largement qu'ils soient autorisés à faire assigner la société NIN SARL sur le fondement des articles 344, 345 et 528 de l'Acte Uniforme sur les sociétés commerciales et les groupements d'intérêt économique au plus tôt, afin qu'il soit mis fin à cette situation hautement préjudiciable à leurs intérêts ;

Dans ses notes de plaidoiries, la NIN soulève In l'imine litis l'Irrecevabilité de l'action pour défaut de qualité de la demanderesse en soutenant qu'Il ressort de l'acte constitutif de la société que : C'est le sieur Mahamadou ABOU qui agit au nom et pour le compte des héritiers de la succession Maman ABOU ;

Elle fait observer que le procès- verbal de conseil de famille *n°205 du 22 juillet 2020* stipule dans son dispositif que : « En sa qualité de mandataire de la succession Feu Maman Abou Adja ko, Mahamadou Abou administre seul les biens laissés par le défunt jusqu'à la liquidation de la succession, agit en lieu, place et au nom de l'ensemble des héritiers à l'effet d'accomplirai tous les actes juridiques,....

«... ester en justice pour et au nom des héritiers du de cujus, soit en demandant, soit en défendant,...

Elle indique que le procès –verbal susvisé ne stipule nulle part que Dame Tao serait désignée tutrice légale de ses enfants mineurs ;

Les héritiers, étant en indivision, ont collectivement agit par Mandataire unique, à savoir : le sieur Mahamadou ABOU à l'effet de constituer la NIN Sarl ;

La NIN expose que nulle part, Le nom de Dame Tamo AMOUL KINNI es-qualité n'apparaît dans l'acte constitutif de la NIN de la Sarl dont l'Associé Unique reste et demeure Mahamadou ABOU agissant es-qualité ;

En conséquence, elle sollicite de déclarer irrecevable pour défaut de qualité l'action de Dame Tamo AMOUL KINNI ;

Par conclusion en date du sept novembre 2022, monsieur Mahamadou Abou, mandataire de la succession Maman Abou assisté de la SCP YANKORI saisissait la juridiction de céans pour intervenir dans la présente procédure sur la base de l'article 104 du code de procédure civile ;

Il signale qu'antérieurement et par assignation en date du 27 Juin 2022, ils avaient saisi le Président du TGI/HC de Niamey des demandes identiques ;

Un jugement a rendu sur cette action le 19 juillet 2022, décision contre laquelle, ils ont relevé appel et l'affaire est pendante devant la cour d'appel de Niamey;

Auparavant et aux termes d'une requête en date du 14 avril 2022, les enfants mineurs Ataga et Adjako, agissant par l'organe de leur mère Madame Tamo AMOUL KINNI, ont saisi le Tribunal d'Arrondissement Communal Niamey I aux fins de convocation d'un conseil de famille pour procéder « à la désignation d'un comandataire à l'effet notamment d'accélérer les opérations de comptes-liquidation de la succession MAMAN ABOU » ;

Il fait observer qu'une décision a été rendue le 18 mai 2022, nommant la demanderesse comme comandataire de la succession ;

Sur appel interjeté par le Mandataire contre cette décision, le TGI de Niamey, statuant en matière d'appel a annulé le Procès-verbal de conseil de famille n°137 du 18 mai 2022 modifiant le Procès-verbal de conseil de famille n°205 du 22 juillet 2020, ordonner le sursis à statuer jusqu'à ce qu'il soit rendu une décision définitive sur la contestation de la qualité d'héritiers des enfants mineurs Adjako et Ataga et renvoyer les parties et la cause devant le TAC 1;

Selon lui, cette décision enlève toute qualité à Dame Tamo Amoul Kinni pour agir au nom la succession Maman ABOU et lui ôte le droit de s'ingérer dans la gestion des biens de la succession, les choses demeurant en l'état du Procès-verbal de conseil de famille n°205 en date du 20 juillet 2020;

Il fait observer que toutes ces procédures auront inmanquablement des incidences juridiques sur la présente instance ;

Il fait valoir qu'il a qualité et intérêt à intervenir dans la présente instance en sa qualité de mandataire de la succession ;

En cette qualité, il administre seul les biens laissés par le défunt jusqu'à la liquidation de la succession, agit en lieu et place et au nom de l'ensemble des héritiers à l'effet d'accomplir tous les actes juridiques, percevoir tous arrérages de solde de fonds, effectuer toutes opérations financières afférentes à la succession;

Il indique que cette qualité est exclusive, il ne la partage avec personne, pas même avec Dame Tamo, ex épouse et divorcée de feu Maman Abou, longtemps avant son décès ;

Selon lui, le fait qu'elle soit la mère des enfants Adjako et Ataga ne saurait lui conférer cette qualité.

Il poursuit que c'est dans l'exercice de sa mission qu'il a décidé de sa seule initiative et dans l'intérêt de l'ensemble des héritiers de la transformation de l'entreprise individuelle la NIN en société (NIN SARL) et qu'il a nommé un gérant en la personne de Monsieur Ali MANZO DIALLO;

Il indique qu'il ressort clairement des statuts de la société que celle-ci n'a qu'un seul associé «les héritiers de la succession Maman Abou, propriétaires indivis des biens de feu Maman Abou» représentés collectivement par mandataire unique ;

Selon lui, les héritiers étant en indivision, il n'y a, pour l'instant, ni associé individuel, ni associés majoritaires.

Cette situation juridique demeurera telle quelle aussi longtemps que l'indivision n'aura pas été régulièrement dissoute; que pour ce faire, tout héritier dispose des voies de droit et une procédure appropriée pour le faire;

Ainsi, la société ayant été et demeurant constituée par l'associé unique indivis, seul le mandataire unique a qualité pour agir en justice au nom de tous les héritiers, en demande comme en défense ;

C'est pourquoi, il sollicite de dire et juger que la demande de Dame TAMO agissant pour le compte d'une partie des héritiers est irrecevable pour défaut de qualité ;

L'intervenant soulève également l'exception de litispendance et soutient que selon exploit en date du 27 juin 2022, les enfants mineurs Ataga et Adjoko représentés par l'organe de leur mère Tamou Amoul Kini avait déjà assigné en référé le sieur Mahamadou Abou TARKA, mandataire de la succession Maman Abou devant le Président du Tribunal Hors Classe de Niamey, à l'effet de faire injonction au mandataire de produire les mêmes documents qu'en l'espèce ;

Suivant ordonnance de référé n°159/22 du 19 juillet 2022, le juge des référés a rejeté toutes les demandes formulées par les requérants et renvoyé les parties à se pourvoir devant le juge compétent qu'est le juge en charge de la succession, à l'exception de l'obligation de rendre compte de sa gestion antérieure des biens successoraux au conseil de famille.

Dame Tamo a relevé appel de cette décision qui est pendante devant la cour d'appel de Niamey;

Il relève par ailleurs que le dossier de fond dont l'objet est la désignation d'un comandataire est lui aussi pendant en appel et dont le délibéré a été vidé le 11 novembre 2022 par le TGI de Niamey ;

Il conclut qu'à l'analyse des demandes présentement formulées devant la juridiction de céans et celles soumises à la juridiction civile et pendantes devant la Cour d'appel, il y a similitude d'objets ;

Il estime qu'en présence de demandes ayant des objets identiques, d'une part la désignation d'un comandataire et d'autre part la désignation d'un mandataire judiciaire ad hoc, il y a risque évident de contrariété de décisions;

Il estime que dès lors qu'une juridiction est déjà saisie des demandes ayant le même objet, il y a litispendance ;

Il sollicite dès lors de constater que la Cour d'appel (*statuant en matière de référé*) étant et le TGI de Niamey (*statuant en appel coutumier*), ces deux juridictions de second degré saisies de demandes similaires aux présentes, l'article de 123 et suivant du CPC trouve à s'appliquer en l'espèce;

Il conclut que le juge des référés doit se déclarer incompétent de ce chef et de renvoyer la cause et les parties devant la juridiction précédemment saisie des mêmes chefs de demande ;

Très subsidiairement, au fond il sollicite le rejet de la demande de Dame Tamo pour défaut de preuve de dysfonctionnement de la société NIN SARL,

Il précise que bien que régulièrement constituée parce qu'inscrite au RCCM, la NIN SARL n'est pas encore fonctionnelle en tant que société et n'exerce pas actuellement

sous sa forme sociétale.

L'intervenant fait valoir que le processus de création de la société engagé en décembre 2021 n'est pas encore totalement achevé ; selon lui, certes la société a été créée avec le dépôt des statuts au greffe et l'immatriculation de la société au RCCM, il n'empêche qu'à ce jour la société n'a pas de NIF et que le gérant statutaire n'a pas encore reçu les documents sociaux du Notaire et ne dispose pas encore de signature sur les comptes sociaux ;

Il indique qu'il ressort de l'attestation délivrée par la notaire en charge de la constitution de la société que les documents et actes constitutifs de ladite société n'ont pas encore été transmis au dirigeant de la société, ni aux propriétaires indivis des parts sociales;

Selon lui, en droit, les demandes formulées par la requérante ne se justifieraient que si des dysfonctionnements de la société ont été dûment constatés; que la faculté de recourir aux dispositions de l'article 337 de l'AU DSC repose sur des éléments de preuve tangibles ;

Il conclut qu'en l'absence de preuve de dysfonctionnement de la société NIN SARL, il y a lieu de rejeter la demande comme non fondée ;

En réplique, les requérants exposent que *l'indivision* est une simple *universalité de fait* qui n'a pas de personnalité juridique et ne peut donc être titulaire des droits et des obligations ;

Ils font valoir que, la doctrine enseigne que s'il y a plusieurs héritiers, il y aura indivision entre les héritiers. Dans ce cas, chacun des Co indivisaires aura la qualité d'associé et devra être convoqué aux assemblées générales :

Les requérants indiquent qu'il ressort tant du certificat d'immatriculation que des statuts de la société NIN SARL que celle-ci est détenue par les nommés :Ataga Maman ABOU ;Adjako Maman ABOU, et Michael Bachir Maman Abou

Selon eux, c'est à tort que Mahamadou ABOU tente de leur contester la qualité d'associés indivis ;

Les requérants plaident également plaident également l'irrecevabilité de l'intervention volontaire du nommé Mahamadou Abou en ce qu'il ne rapporte pas la preuve de sa qualité d'associé de la NIN, contrairement aux requérants dont la preuve de la qualité est faite dans plusieurs actes authentiques faisant foi jusqu'à inscription de faux ;

Les requérants estiment que la présente action ayant été introduite par les associés eux-mêmes, l'intervention du mandataire n'est pas recevable puisqu'il ne peut justifier d'un droit propre ;

En présence du mandant, titulaire de l'action, le mandataire ne peut intervenir ;

Etant associés, ils ont seuls qualité à engager une action sur le fondement des articles 337 et suivants de l'AUSCGIE ;

Le mandataire de la succession n'étant pas associé à titre personnel, il ne peut intervenir

dans une procédure engagée par les associés contre le gérant de la société ;

Les requérants estiment que la demande en intervention ne saurait être accueillie dans la mesure où aucun lien ne peut être établi entre la présente instance et ses prétentions tirées de sa qualité d'administrateur des autres biens indivis ;

Ils poursuivent qu'en effet, si les associés mineurs se sont faits représentés par un mandataire unique lors de la constitution de la société, rien ne les empêche d'agir par l'organe de leur tuteur pour engager une action contre le dirigeant de la société ;

Selon eux, si Mahamadou ABOU est seul habilité à gérer et administrer les biens indivis, il n'en demeure pas moins que les parts sociales détenues dans le capital de la Nouvelle Imprimerie du Niger appartiennent, collectivement, aux associés nommément désignés ;

Seuls, ces derniers, ont qualité pour agir en demande et en défense concernant les affaires sociales ;

Par conséquent, le mandataire qui n'est pas associé, n'a aucune qualité pour intervenir dans le cadre de la présente instance ;

Les requérants concluent que, sa demande en intervention volontaire est manifestement irrecevable faute de lien suffisant avec la présente procédure ;

S'agissant de l'exception de litispendance les requérants indiquent qu'il n'y a pas litispendance entre la présente instance et les autres procédures successorales engagées contre le mandataire de la succession ;

En effet, poursuivent il, la litispendance suppose que « le même litige » soit « pendant devant deux juridictions » également compétentes pour en connaître ;

Ils font observer qu'en l'espèce, la présente instance a été engagée par eux es qualités d'associés de la Nouvelle Imprimerie du Niger – NIN SARL ;

Elle est dirigée contre la société, personne morale de droit privé et non contre le mandataire d'une succession ;

La société, régulièrement immatriculée au registre de commerce, a sa personnalité juridique propre et est représentée par son gérant, Monsieur Ali Mohamed Diallo ; la présente action n'a pas été engagée contre Mahamadou Abou ;

Selon eux c'est pourquoi, et en sa qualité de tiers qu'il ne conteste pas qu'il a formulé une intervention volontaire ;

Les requérants déduisent que la présente procédure n'est pas identique encore similaire aux actions entreprises par les héritiers contre le mandataire de la succession ;

Au surplus, la présente action n'a pas le même objet ni même la même cause que les autres instances opposant les héritiers au mandataire de leur succession ;

Tandis que la présente action a été engagée par des associés contre la société représentée par son gérant, les autres procédures ont été intentées par les héritiers contre le mandataire de la succession ;

L'une a pour objet la communication des documents sociaux de la NIN sur le fondement des articles 344 et suivants de l'AUSCGIE, les autres portent sur des contestations entre héritiers et mandataire successoral ;

Enfin, et de toutes les façons, la procédure de désignation de comandataire successoral a été portée devant un juge du fond tandis que la présente instance est engagée devant un

juge des référés ;

Ils doivent donc s'assurer que les deux demandes, portées devant les deux juridictions différentes, ont le même objet, sont fondées sur la même cause et opposent les mêmes parties ;

Les contestations ne sont pas identiques et n'ont pas le même objet ni la même cause et les parties ne sont pas les mêmes ;

Les requérants estiment que dans ces conditions, il ne peut y avoir de litispendance ;

Au fond les requérants soutiennent le bien-fondé de la demande de communication des documents sociaux en soutenant, qu'étant associés titulaires, des droits et des obligations, ils ont, incontestablement, intérêt à vérifier la conduite des affaires sociales puisqu'ils sont associés et peuvent voir leur responsabilité engagée ;

Les requérants estiment ensuite que l'argument tiré de la mise en veille de la société NIN ne peut également prospérer en ce que l'immatriculation au registre de commerce marque la fin du processus de constitution d'une société ainsi qu'il est dit à l'article 98 de l'AUSCGIE

Cette constitution de la société de même que la nomination Monsieur Ali Manzo Diallo en qualité de gérant font foi jusqu'à inscription de faux et dessaisissent le prétendu mandataire unique ainsi qu'il est dit aux articles 101 et suivant de l'AUSCGIE ;

C'est donc mal à propos que Mahamadou ABOU tente de justifier que la société NIN SARL serait mise en veille en ce qu'elle n'aurait pas encore de NIF ;

Les requérants font valoir que l'identification d'un contribuable à travers un NIF relève plutôt du droit fiscal applicable dans l'Etat partie et n'a aucune incidence sur l'existence et le fonctionnement d'une société commerciale ;

Selon eux, c'est à tort que Mahamadou ABOU soutient que le gérant statutaire n'aurait pas encore reçu les documents qu'il détiendrait en sa qualité d'unique mandataire de la société ;

Il est tout aussi aberrant de soutenir que la demande de communication ne peut s'exercer que préalablement à la tenue des assemblées ;

Il constitue également un risque pour eux en leur qualité d'associés de cette société ;

C'est pourquoi, de ce qui précède, ils sollicitent d'en faire le constat et de leur adjuger l'entier bénéfice de leur assignation ;

II- DISCUSSION

EN LA FORME

Sur la recevabilité de l'action introduite par dame Tamo

Dans ses notes de plaidoiries en réplique, la NIN soulève In l'imine litis l'Irrecevabilité de l'action pour défaut de qualité de la demanderesse en soutenant qu'il ressort de l'acte constitutif de la société et du procès-verbal du conseil de famille que c'est le sieur Mahamadou ABOU, « en sa qualité de mandataire de la succession Feu Maman Abou Adja ko, qui administre seul les biens laissés par le défunt jusqu'à la liquidation de la succession, agit en lieu, place et au nom de l'ensemble des héritiers à l'effet d'accomplirai tous les actes juridiques,....

<<... ester en justice pour et au nom des héritiers du de cujus, soit en demandant, soit en

défendant,... »

Il ya lieu cependant de relever qu'aux termes des stipulations du procès-verbal de conseil de famille n°205 du 22 juillet 2020 que Feu Maman ABOU ADJAKO, a laissé pour lui succéder ses enfants AtagaABOU MAMAN et Adjako ABOU MAMAN, issus de son union avec la nommée Tamo AMOUL KINNI ;

Selon le même acte, ses enfants mineurs sont sous la tutelle de leur mère, Tamo AMOUL KINNI ;

Il résulte , également, d'un procès-verbal de réunion des héritiers en date du 28 décembre 2021 qu'en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le PV de conseil de famille n°205 du 22 juillet 2020, Mahamadou ABOU a représenté les enfants Ataga et Adjako en vue de la constitution de la société à responsabilité limitée dénommée NOUVELLE IMPRIMERIE DU NIGER – NIN SARL;

Il ressort des statuts de cette société et d'un extrait d'immatriculation au registre du commerce que les enfants Ataga ABOU MAMAN et Adjako ABOU MAMAN sont associés de la Nouvelle Imprimerie du Niger – NIN SARL ;

Il est indiqué, en page 1 des statuts de la NIN, que « ...les héritiers ci-dessus, étant encore en indivision, décident de constituer une Société à Responsabilité Limitée au moyen de l'apport en nature du fonds de commerce dénommée « NOUVELLE IMPRIMERIE DU NIGER »... »

Il est précisé dans les mêmes statuts, « ...propriétaires indivis des biens de feu Maman Abou ...ont requis le Notaire soussigné d'établir ainsi qu'il suit, les statuts d'une Société à Responsabilité Limitée qu'ils ont décidé de constituer, ce qui a été fait de la manière suivante... » ;

Il résulte de ce qui précède que les requérants sont associés de la NIN et qu'ils ont donc à ce titre, seuls qualité à engager une action sur le fondement des articles 337 et suivants de l'AUSCGIE.

De même, il est acquis en droit et en jurisprudence que le tuteur d'un associé mineur peut, en vertu de son pouvoir de représentation , saisir le juge de référé du tribunal de commerce aux fins de désignation d'un mandataire chargé de convoquer une Assemblée des associés.

Il en est ainsi puisqu'il est admis en droit que, l'ascendant survivant est d'office le tuteur de ses enfants mineurs.

Il suit dès lors que, c'est à tort que monsieur Mahamadou ABOU tente de dénier la qualité d'associés aux requérants et celui du pouvoir de représentation à la tutrice des enfants mineurs.

Dans ces conditions, il ya lieu de rejeter le moyen tiré de l'irrecevabilité et de déclarer recevable l'action introduite par dame Tamo pour le compte de ses enfants mineurs.

Sur la recevabilité de la demande en intervention volontaire

Les requérants sollicitent de déclarer irrecevable la demande en intervention volontaire de monsieur Mahamadou Abou en soutenant que l'action ayant été introduite par les associés eux-mêmes, l'intervention du mandataire n'est pas recevable puisqu'il ne peut

justifier d'un droit propre.

Il constant que suivant procès-verbal de conseil de famille en date du 22 juillet 2020 Monsieur Mahamadou Abou a été désigné comme mandataire de la succession de feu Maman Abou.

En cette qualité, il administre seul les biens laissé par le défunt jusqu'à la liquidation de la succession, agit en lieu et place et au nom de l'ensemble des héritiers à l'effet d'accomplir tous les actes juridique, percevoir tous arrérages de solde de fonds, effectuer toutes opérations financières afférentes à la succession;

En vertu de la mission dont il a été investi par le juge chargé de la succession, il a été clairement indiqué "qu'en tant que de besoin, il pourra faire appel à toute personne ressource apte à l'aider dans la gestion entreprises laissées par le du cujus à charge pour elle de lui rendre compte ; il pourra également ester en justice, soit en demande soit en défense..."

C'est aussi en sa qualité de mandataire et dans l'exercice de sa mission qu'il a décidé de la transformation de l'entreprise individuelle la NIN en société et qu'il a nommé un gérant en la personne de Monsieur Ali MANZO DIALLO.

Il a donc tout intérêt entant qu'acteur majeur chargé de réaliser les actes conservatoires pour le compte de la succession à intervenir dans la présente cause.

Il ya lieu au vu de ces constats de dire et juger que Mahamadou Abou a qualité et intérêt à intervenir dans la présente instance

Sur la litispendance

Monsieur Mahamadou Abou sollicite de constater, dire et juger qu'il ya litispendance en raison de la saisine d'autres juridictions du même litige.

Suivant les dispositions de l'article 123 du code de procédure civile : "s'il a été formé précédemment devant un autre tribunal une demande ayant le même objet, ou si la contestation est connexe à une cause déjà pendante devant un autre tribunal, la juridiction saisie en second lieu doit se dessaisir au profit de l'autre, soit d'office, soit à la demande de l'une des parties. Il y a litispendance dans le premier cas, connexité dans le second".

Il ya ainsi litispendance, toutes les fois ou des causes ayant un objet identique entre les mêmes parties sont pendantes devant deux tribunaux différents.

Il ya également litispendance dicit le lexique des termes juridiques lorsque le même procès est porté devant une seconde juridiction compétente pour en connaitre.

En plus, les deux instances doivent cumulativement avoir le même objet, engagées entre les mêmes parties, pour la même cause.

En l'espèce, il ressort de l'assignation que la présente instance a été engagée par les

requérants es qualités d'associés de la Nouvelle Imprimerie du Niger – NIN SARL, que ladite action est dirigée contre la société, personne morale de droit privé et non contre le mandataire de la succession.

La société, régulièrement immatriculée au registre de commerce, a sa personnalité juridique propre et est représentée par son gérant, Monsieur Ali Mohamed Diallo.

Tandis que la présente action a été engagée par des associés contre la société représentée par son gérant, les autres procédures ont été intentées par les héritiers contre le mandataire de la succession.

L'une a pour objet la communication des documents sociaux de la NIN sur le fondement des articles 344 et suivants de l'AUSCGIE, les autres portent sur des contestations entre héritiers et mandataire successoral ;

La juridiction de céans constate que la présente procédure n'est pas identique encore similaire aux actions entreprises par les héritiers contre le mandataire de la succession.

Il se trouve que, la présente action n'a pas le même objet ni même la même cause que les autres instances opposant les héritiers au mandataire de leur succession.

Ainsi, les dispositions de l'article 124 du code de procédure civile ne peuvent recevoir application en l'espèce dès lors qu'il n'y a pas litispendance entre la présente instance et les autres procédures successorales engagées contre le mandataire de la succession.

En conséquence de ce qui précède, il ya lieu de considérer qu'il n'ya pas litispendance et de rejeter cette exception comme mal fondée.

AU FOND

Aux termes des prescriptions de l'article 344 de l'acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales : « les associés ont un droit d'information permanent sur les affaires sociales... »

L'article 345 du même acte uniforme dispose que : « ...l'associé peut en outre, a toute époque, obtenir copie des documents énumérés à l'alinéa premier du présent article, relatifs aux trois (3) derniers exercices. de même, tout associé non gérant peut, deux (2) fois par exercice, poser par écrit des questions au gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du gérant est communiquée au commissaire aux comptes » ;

Il résulte de ces deux dispositions que les associés ont un droit d'information permanent sur les affaires sociales, ce droit permet aux associés de jauger de la performance de la société et d'apprécier son évolution d'une année à l'autre.

L'analyse des pièces du dossier révèle que les requérants sont associés de la NIN SARL ;

Etant associé, ils ont, des droits mais également des obligations et ont, intérêt à vérifier la conduite des affaires sociales puisqu'ils peuvent voir leur responsabilité engagée.

En l'espèce, les requérants ont sollicité l'obtention des copies desdits documents et que le gérant s'y est refusé.

Il est établi que le gérant fait des difficultés à communiquer aux requérants les documents relatifs à la gestion de la société, les privant ainsi de l'exercice de leur droit permanent sur la gestion de l'entreprise.

Il est également constant que l'intervenant, par ailleurs mandataire de la succession tente de justifier que la société NIN SARL ne serait pas encore constituée et qu'elle serait mise en

vieille en ce qu'elle n'aurait pas encore de NIF.

Il ya lieu cependant de relever qu'aux termes de l'article 98 de l'AUSCGIE, « toute société jouit de la personnalité juridique à compter de son immatriculation au registre du commerce et du crédit mobilier... » ;

L'article 101 du même acte uniforme indique « toute société est constituée à compter de la signature de ses statuts ou, le cas échéant, de leur adoption par l'assemblée générale constitutive ».

L'article 104 prescrit qu'« à partir de la signature des statuts ou le cas échéant de l'assemblée générale constitutive, les dirigeants sociaux se substituent aux fondateurs. Ils agissent au nom de la société constituée et non encore immatriculée au registre du commerce et du crédit mobilier. Leurs pouvoirs et leurs obligations sont fixés conformément aux dispositions du présent Acte uniforme et, le cas échéant, des statuts.»

Il résulte des pièces du dossier que la NIN, société à responsabilité limitée a été créée et immatriculée au RCCM NE-NIM-01-2022-B12-00130 du 03 mars 2022, prise en la personne de son Gérant, Monsieur Ali Mohamed Manzo Diallo, et les requérants en sont les associés.

Cette constitution de la société ainsi que la nomination Monsieur Ali Mohamed Manzo Diallo en qualité de gérant marque le point de départ de l'existence juridique de la société et dessaisissent le mandataire unique conformément aux articles 101 et suivant de l'AUSCGIE.

C'est à tort que Mahamadou ABOU soutient que le gérant statutaire n'aurait pas encore reçu les documents qu'il détiendrait en sa qualité d'unique mandataire de la société.

Ainsi, au regard des responsabilités qu'ils encourent en leurs qualité d'associés, Ataga ABOU MAMAN et Adjako ABOU MAMAN ont tout intérêt à s'assurer que les affaires sociales sont conformément aux règles en vigueur et que leurs responsabilités d'associés ne sera pas recherchée.

Il s'ensuit que dès lors, le recours aux dispositions des articles 344 et suivants se justifie en l'espèce.

Il y a lieu d'en faire le constat et adjuger aux requérants l'entier bénéfice de leur assignation
I

PAR CES MOTIFS

Le juge de référé

Statuant publiquement, contradictoirement et en 1^{er} ressort ;

- Rejette les fins de non-recevoir tirées de l'irrecevabilité de l'action principale et celle en intervention volontaire ;
- Reçoit les requérants en leur action et monsieur Mahamadou ABOU en son intervention volontaire ;
- Rejette l'exception de litispendance soulevée par l'intervenant ;
- Ordonne à la NOUVELLE IMPRIMERIE DU NIGER, prise en la personne de son Gérant, Monsieur Ali Mohamed Manzo Diallo, à communiquer aux requérants les documents sociaux suivants :

- les états financiers de synthèse de l'exercice en cours ;
 - le rapport de gestion ;
 - les rapports généraux et spéciaux du commissaire aux comptes ;
 - La copie de la comptabilité, des exercices 2020, 2021 et 2022 ;
 - Les relevés de comptes bancaires de la NIN ;
 - La Copie des états de salaire ;
 - Les copies des PV d'assemblées générales ;
- Ordonne l'exécution provisoire de la présente ordonnance sur minute et avant enregistrement ;
- Condamne les requis aux dépens ;

Notifie aux parties qu'elles disposent de huit (08) jours à compter du prononcé de la présente ordonnance pour interjeter appel par dépôt d'acte au greffe du Tribunal de céans.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus.

Et ont signé.

LE PRESIDENT

-

I
LE GREFFIER

Suivent les signatures

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

NIAMEY, le 02 FEVRIER 2023

LE GREFFIER EN CHEF